

Proposition

pour gérer une crise bancaire systémique



La crise bancaire en cours résulte non pas seulement d'un problème cyclique ou d'un échec de gestion, mais d'un problème structurel. En effet, il y a eu plus de 96 autres crises bancaires majeures au cours des vingt dernières années et de pareilles crises sont apparues aussi bien dans le cadre de systèmes régulateurs très différents que dans des stades très différents de développement économique.

Il y a un besoin urgent de trouver de nouvelles solutions, car la dernière fois que nous avons été confrontés à un effondrement du système de cette ampleur, la Grande Dépression des années 30, nous l'avons « résolu » avec une vague de fascisme et la Seconde Guerre mondiale. Toutefois, jusqu'à présent seules des solutions conventionnelles sont considérées – la nationalisation des avoirs problématiques (comme dans le plan de sauvetage original de Paulson) ou la nationalisation des banques (comme en Europe) – et ne s'attaquent qu'aux symptômes, et non aux causes

systémiques de la crise bancaire actuelle. De même, les réglementations financières qui seront à l'agenda politique ne pourront dans le meilleur des cas que réduire la fréquence de telles crises, mais ne pourront pas empêcher qu'elles ne se répètent pas dans le futur. Enfin, les divers « plans de relance » traitent cette crise seulement comme si c'était un problème purement cyclique.

La bonne nouvelle est qu'une compréhension systémique et une solution concrète sont disponibles actuellement, lesquelles assureraient que de telles crises soient reléguées au passé. Une avancée conceptuelle récente, vérifiée quantitativement sur des écosystèmes réels durables fonctionnant à un haut niveau, prouve que tous les systèmes en réseaux complexes – y compris nos systèmes monétaires et financiers – deviennent structurellement instables chaque fois que l'on donne une place exagérée à l'efficacité aux dépens de la diversité et de l'interconnectivité, et de la résilience cruciale que ces deux variables structurelles fournissent.

L'*insight* systémique surprenant est qu'une viabilité durable requiert une diversification de nos monnaies et de nos institutions monétaires, c'est-à-dire que l'on en introduise de nouvelles destinées spécifiquement à accroître la disponibilité de l'argent dans sa fonction première de moyen d'échange, plutôt qu'en tant qu'objet d'épargne ou de spéculation. De plus, ces monnaies sont expressément destinées à établir des liens entre des ressources inutilisées et des besoins non satisfaits dans une communauté, région ou pays. Ces monnaies sont appelées « complémentaires » parce

Il y a un besoin urgent de trouver de nouvelles solutions, car la dernière fois que nous avons été confrontés à un effondrement du système de cette ampleur, la Grande Dépression des années 30, nous l'avons « résolu » avec une vague de fascisme et la Seconde Guerre mondiale

qu'elles ne remplacent pas les monnaies nationales conventionnelles, mais plutôt qu'elles opèrent en parallèle avec celles-ci.

La manière la plus efficace pour les gouvernements de soutenir une stratégie d'une écologie monétaire durable plus diversifiée serait d'accepter une monnaie robuste complémentaire pour le paiement partiel de taxes pendant la période où les banques ne seront pas à même de financer entièrement l'économie réelle. Le choix de la monnaie complémentaire à accepter est en même temps une question technique (robustesse et résilience à la fraude) et politique (quels types d'activités est-il désirable d'encourager ?). Nous recommandons comme premier candidat pour ce rôle une monnaie complémentaire gérée professionnellement du style 'business-to-business' (B2B) sur le modèle du système WIR, qui fonctionne avec succès en Suisse depuis 75 ans. Un quart de tout le négoce de ce pays utilise maintenant ce système. Il a été crédité, par une analyse économétrique formelle, d'être un facteur stabilisateur anti-cyclique significatif, qui explique la plus grande stabilité de l'économie suisse, comparativement à ses voisins.

■ La crise de 2008

Actuellement, nous sommes tous embarqués dans une énorme machine planétaire qui fonctionne sur pilote automatique et nous semblons avoir perdu la capacité de la ralentir sans risquer que tout ne s'écroule. Le problème des *subprimes* ne constitue que la pointe de l'iceberg, vu que les pratiques laxistes appliquées aux hypothèques régnaient aussi pour les prêts de voiture ou les prêts, et en particulier pour les dettes par cartes de crédit aux USA.

Ceci signifie en fait que nous sommes à présent entrés dans une période de convergence sans précédent de quatre problèmes planétaires – le changement climatique, l'instabilité financière, un taux de chômage élevé et les conséquences financières d'une société vieillissante – comme prédit dans le livre « Le Futur de la Monnaie »¹.

Il est extrêmement probable que la

crise qui en découle se déroulera selon le schéma classique de deux pas vers le bas pour chaque pas vers le haut. Il est prévisible que chaque petit pas vers le haut (c'est-à-dire chaque amélioration temporaire) sera salué comme étant « la fin de la crise ». Il est parfaitement compréhensible que les gouvernements, banques et régulateurs feront de pareilles déclarations simplement parce que dire autre chose ne ferait qu'aggraver la situation.

La phase logique suivante de cette crise systémique se déroule maintenant sur pilote automatique. Quoique les gouvernements fassent, les banques et autres institutions financières voudront faire des coupes drastiques dans leurs portefeuilles de prêts, partout où c'est possible, afin de remettre leur bilan en équilibre après d'énormes pertes financières. Ceci à son tour poussera l'économie mondiale dans une récession simultanée, ce qui à son tour, aura des effets sur les bilans des banques qui feront alors de nouvelles restrictions de crédit, et ainsi de suite, provoquant une spirale descendante vers une probable dépression. Si faire des coupes dans le portefeuille de prêts est une réaction logique pour chaque banque individuellement, quand elles le font toutes simultanément, ceci approfondit encore le trou que l'on creuse collectivement pour l'économie mondiale et au bout du compte pour le système financier lui-même.

■ Pourquoi sauver les banques ?

La réponse à la question est la crainte que le cauchemar de la Grande Dépression des années 30 ne redevenue une réalité. Comme le système bancaire jouit du monopole de la création d'argent en fournissant des prêts, la banqueroute de banques entraîne un manque d'argent pour le reste de l'économie. Sans accès au capital, les affaires et les moyens de production se contractent, ce qui amène le chômage de masse et une légion de problèmes sociaux collatéraux.

L'ampleur des engagements pris par les gouvernements pour « sauver les banques » est également sans précédent. Par exemple, les engagements totaux pour le sauvetage des banques payés par le contribuable américain dépassent en fin 2008

4,616 trillions de dollars² ! L'estimation de Bloomberg est encore plus élevée : 7,7 trillions, soit près de 50 % du PNB américain, ce qui revient à 24.000 dollars pour chaque homme, femme et enfant du pays³.

Le niveau des engagements décidés par les pays européens pour le sauvetage du système bancaire est également sans précédent, représentant potentiellement pour plusieurs pays un multiple du PIB annuel. Pour donner une idée de ce à quoi nous avons affaire, voici la proportion des actifs des trois plus grandes banques dans chaque pays qui ont à présent été garantis par leurs gouvernements respectifs. Ce quotient représente 130 % du PIB pour l'Allemagne, 142 % pour l'Italie, 147 % pour le Portugal, 218 % pour l'Espagne, 257 % pour la France, 253 % pour l'Irlande, 317 % pour le Royaume Uni, 409 % pour les Pays Bas (les deux plus grandes banques); 528 % pour la Belgique et le Luxembourg, 773 % pour la Suisse (les deux plus grandes banques) et 1079 % pour l'Islande (le premier pays qui a été déclaré en faillite)⁴. En bref, de par le monde, les gouvernements sont actuellement exsangues à un point sans précédent, – rien que pour sauver le système bancaire – à tel point que le *Financial Times* se demande même si la panique mondiale d'octobre 2008 « n'est pas tellement due à une perte de confiance dans les banques, qu'à une perte de confiance dans les gouvernements quant à leur capacité de sauver les banques »⁵.

Que se passera-t-il lorsque le coût du sauvetage du système bancaire deviendra insupportable ? Les gouvernements ont appris dans les années 30 qu'ils ne peuvent se permettre de laisser sombrer le système bancaire, car ceci entraîne tout le

¹ Lietaer Bernard, *The Future of Money : Creating New Wealth, Work and a Wiser World* (London, Random House/Century, 2001)

² Une autre estimation détaillée par <http://globaleconomicalanalysis.blogspot.com/2008/11/bailout-pledgtes-hit-77trillion.html>

³ <http://globaleconomicalanalysis.blogspot.com/2008/11/bailout-pledgtes-hit-77trillion.html>

⁴ Tous ces pourcentages sont calculés à partir de la carte figurant dans le *Financial Times* du 30 septembre 2008, p.3

⁵ Gillian Tett: « Leaders at wits' end as markets throw one tantrum after another » *Financial Times*, 11/12 octobre 2008 p

système économique. Ce qu'ils pourraient apprendre à notre époque, c'est qu'ils ne peuvent se permettre de sauver le système bancaire.

■ *Solutions conventionnelles : les nationalisations*

Il y a deux manières conventionnelles pour les gouvernements de soutenir les bilans des banques, toutes deux comprenant une forme de nationalisation. La première, c'est de nationaliser ce que Ben Bernanke a appelé dans sa présentation au Congrès américain les « actifs toxiques » du système bancaire. La seconde est la nationalisation des banques elles-mêmes.

■ *Nationaliser les actifs toxiques*

Il est clair que l'achat des actifs toxiques ne convainc pas tout le monde en tant que remède approprié⁶. C'est aussi, de loin, la solution la plus chère pour le contribuable, parce qu'elle ne profite pas du facteur de levier disponible dans le système bancaire. Par conséquent, l'injection d'argent par le gouvernement en termes de capital pour les banques est financièrement plus efficace.

■ *Nationaliser les banques*

La deuxième manière de soutenir les banques est que les gouvernements fournissent directement des capitaux aux banques elles-mêmes, soit en achetant des actions, soit en acquérant des actions nouvellement émises. Cette approche présente deux avantages par comparaison avec la nationalisation des actifs toxiques. Tout d'abord, grâce au système par lequel toute monnaie est créée quand les banques prêtent aux clients, elles peuvent créer de la monnaie à concurrence d'un multiple du montant de capital qu'elles ont effectivement. Par conséquent, si le facteur de levier d'une banque est de 10, l'injection d'un milliard dans le capital de la banque lui permet de créer au moins dix milliards de nouvelle monnaie, ou de porter dix milliards d'actifs problématiques. Dans les faits, le multiplicateur est généralement beaucoup plus élevé. C'est pourquoi, il est financièrement au moins 10 fois plus efficace pour les gouvernements



“ Sans accès au capital, les affaires et les moyens de production se contractent, ce qui amène le chômage de masse et une légion de problèmes sociaux collatéraux ”

de soutenir les bilans des banques directement plutôt que d'acheter des actifs toxiques.

Le second avantage de l'achat de parts des banques au lieu de ceux d'actifs toxiques est qu'il y a généralement un marché qui indique des valeurs relatives entre des banques différentes. Par contraste, quand le marché des actifs toxiques s'est asséché, il n'y a pas d'indication analogue et les décisions peuvent être très arbitraires.

Les actionnaires des banques préféreraient évidemment éviter la dilution de leur capital que cette approche implique. Politiquement, la nationalisation des banques fait aussi penser à « socialisation » de l'économie, vu que les ex-pays communistes nationalisaient leurs banques. Ce défaut idéologique pourrait expliquer pourquoi Washington n'avait pas initialement

pris cette approche en considération. Néanmoins, nous ne devons pas sous-estimer certains des risques additionnels non mentionnés de la crise. Le coût du sauvetage du système bancaire mondial augmentera automatiquement les dettes gouvernementales de manière significative. Il faudra trouver les finances quelque part. Par exemple, les plus grands financiers des USA de nos jours – la Chine, la Russie et les Etats du Golfe – sont des rivaux des USA, pas des alliés. Au point où on en est, tous sont condamnés à coopérer jusqu'à un certain point, afin de réduire les effets sur leurs propres économies. Mais une coopération forcée de cette sorte est hautement instable. La question qui se pose est : que va-t-il arriver avec les devises

nationales déjà instables, qui incluent plusieurs pays en voie de développement et des pays d'Europe de l'Est, sans oublier le dollar lui-même ?

■ Problèmes non résolus

La première objection à la nationalisation de banques ou de leurs actifs toxiques est le « risque moral » bien connu. Si les banques savent qu'elles seront sauvées quand elles sont en difficulté, elles peuvent être tentées de prendre des risques plus grands qu'elles ne feraient autrement. Si ces risques sont récompensés, les bénéfices appartiennent au privé et se traduisent en dividendes généreux pour les actionnaires des banques et en primes extraordinaires pour ses gestionnaires. Mais quand cela rate, les pertes finissent par être absorbées par les contribuables. Le programme de sauvetage en cours confirme que ce problème n'a pas disparu et qu'il est inévitable que les sauvetages en cours ne peuvent que le renforcer. En second lieu, même si les deux stratégies – sauver les banques et la re-régulation du secteur financier – sont bien implémentées, aucune des deux ne résout le problème de la « seconde vague ». Le système bancaire sera pris dans un cercle vicieux de contraction de crédit qui accompagne invariablement la réduction de levier massive qui sera nécessaire. Selon la manière dont cette réduction de levier est implémentée, les banques peuvent être inhibées dans leur fourniture de finances pour une reprise relativement rapide de l'économie réelle. En tout cas, vu l'importance des pertes à récupérer, il faudra de nombreuses années - de l'ordre d'une décennie - ce qui est plus que suffisant pour que l'économie réelle soit en de réelles difficultés... Ce qui est encore plus important, c'est que nous n'avons pas seulement un problème financier/bancaire à résoudre. Cette fois-ci, la crise financière coïncide avec plusieurs autres défis globaux majeurs tels le changement climatique et l'extinction massive d'espèces vivantes, l'augmentation du chômage structurel, et les conséquences financières du vieillissement de nos sociétés⁷. C'est pourquoi, à certains égards, même si

la crise actuelle est moins dramatique, à d'autres, elle est bien pire que celle à laquelle la génération précédente a dû faire face.

hétérodoxe par rapport à la pensée conventionnelle, mais la pensée conventionnelle est précisément celle qui a causé nos ennuis au départ.

“ Même si les deux stratégies – sauver les banques et la re-régulation du secteur financier – sont bien implémentées, aucune des deux ne résout le problème de la « seconde vague » ”

■ La solution systémique

La solution systémique à notre crise monétaire est donc d'augmenter la résilience du système monétaire, même si à première vue ceci puisse être moins efficace. La pensée économique conventionnelle considère les monopoles des monnaies nationales comme une donnée indiscutable. La leçon logique de la nature est que la durabilité systémique monétaire requiert une diversité de systèmes de monnaies, de sorte que des agents et canaux multiples et plus diversifiés de liens monétaires et d'échanges puissent émerger. Il faut donc permettre à différents types de monnaies de circuler parmi les gens et les commerces pour faciliter les échanges par l'implémentation de monnaies complémentaires. Ces différents types de monnaies sont appelées complémentaires parce qu'elles sont conçues pour circuler en parallèle avec, et en complément avec les monnaies nationales conventionnelles. Le problème est donc le monopole d'un type de monnaie, et remplacer un monopole par un autre n'est pas la solution. Comme le travail d'Edgar Cahn dans *Time Dollars* le démontre⁸ chaque fois que des monnaies complémentaires commencent à circuler, cette stratégie assure une plus grande augmentation du degré de diversité et d'inter-connectivité dans le système dû à leur capacité de catalyser des efforts individuels qui sont trop petits ou inefficaces pour concurrencer les monnaies nationales dans un marché global. Cette approche semblera certainement

Cette tactique peut donc contribuer structurellement à résoudre le dilemme de ce qu'il faut faire maintenant à propos de la crise bancaire systémique d'aujourd'hui.

■ Notre proposition

Il est prévisible que l'économie réelle deviendra la prochaine victime de la crise financière. Les entreprises elles-mêmes peuvent agir pour se sortir de cette crise. Notre proposition, concentrée ici sur ce qui peut et doit être fait de manière urgente pour réduire l'impact de la crise financière sur l'économie réelle, se fonde sur un exemple probant. En 1934, seize hommes d'affaires suisses se réunirent à Zurich pour décider de ce qu'ils pouvaient faire entre eux. Chacun d'entre eux ou leurs clients avaient reçu un avis de leurs banques respectives que leur ligne de crédit allait être réduite ou supprimée, ce qui voulait dire que la faillite était inéluctable. Ils se rendirent compte que l'entreprise A avait eu besoin d'argent pour acheter des marchandises chez l'entreprise B, qui à son tour avait besoin d'argent pour payer ses propres fournisseurs.

⁶ Voyez, par exemple, James K. Galbraith « A Bailout we don't need » Washington Post, Thursday, September 25, 2008, p A 19 et Ken SILVERSTEIN « Six questions for James Galbraith on the Financial Crisis and the Bailout », Harper's Magazine, November 2008

⁷ Pour des détails à propos de ces défis, voir Lietaer, Bernard. *The future of money. Creating new wealth work & a wiser world* (London: Random House, 2001)

⁸ Cahn Edgar (2004) *No More Throw Away People* – Washington, DC: Essential Books

Ils décidèrent de créer un système de crédit mutuel entre eux, invitant leurs clients et fournisseurs à les rejoindre. Quand l'entreprise A achète quelque chose chez B, A reçoit un débit et B reçoit le crédit correspondant. Ils avaient ainsi créé leur propre monnaie, dont la valeur était identique à celle de la monnaie nationale, mais avec une caractéristique intéressante de ne pas être porteuse d'intérêts.

Soixante-cinq ans plus tard, le professeur américain James Stodder fit une étude économétrique, prouvant que la stabilité économique légendaire de la Suisse était due à cette étrange petite monnaie non officielle – la WIR – qui circule en parallèle avec la monnaie nationale. Cette résilience économique bien connue était d'habitude attribuée à une caractéristique nationale mystérieuse et inconnue. En fait, chaque fois qu'il y avait une récession, le volume d'activité de cette monnaie non officielle augmentait de façon significative, réduisant ainsi l'impact de la récession sur les ventes et le chômage. Chaque fois qu'il y avait un boom, les affaires traitées dans la monnaie avaient tendance à diminuer. L'implication surprenante de cette étude est que le comportement spontané à contre-cycle de ce petit système hétérodoxe aidait en fait la banque centrale du pays dans ses efforts pour stabiliser l'économie. Le système fonctionne encore aujourd'hui. Le volume annuel de la monnaie WIR est maintenant d'environ 2 milliards de \$ par an. Le système WIR accepte maintenant aussi des dépôts et accorde des prêts faits en francs suisses aussi bien qu'en WIR⁹.

Nous proposons que les entreprises commerciales prennent l'initiative de créer de pareils systèmes monétaires Business-to-Business (B2B) à l'échelle qui a le plus de sens pour elles. Le grand avantage, comparé à ce qui s'est passé en Suisse, est qu'avec ce qui est disponible actuellement en outils informatiques, un système pareil peut être réalisé en une fraction du temps et des frais de ce qu'il en coûta dans les années 30. Agir vite sera essentiel si on veut éviter les ravages sociaux et économiques qui se déchaîneront par suite

Nous proposons que les entreprises commerciales prennent l'initiative de créer de systèmes monétaires *Business-to-Business* (B2B) à l'échelle qui a le plus de sens pour elles

du détricotage des chaînes complexes de fournisseurs. Aux USA, un système qui couvre tout le pays serait justifié. En Europe, idéalement, un tel système devrait être conçu pour pouvoir opérer au niveau de la zone Euro.

Autrement, nous verrons beaucoup des gains engrangés par l'intégration européenne réduits à néant au cours de la prochaine décennie.

Il y a encore une chose que les entreprises commerciales qui s'engageront dans de tels systèmes doivent penser à faire : mettre la pression sur leurs gouvernements respectifs pour qu'ils acceptent leur devise B2B temporairement, en paiement partiel de taxes commerciales.

Ce système pourrait ne s'appliquer que temporairement pendant la période durant laquelle le système bancaire ne sera pas à même de remplir complètement son rôle traditionnel de financier de l'économie réelle. Les entreprises ont un argument auprès du gouvernement, simple, mais puissant : les gouvernements viennent de dépenser des centaines de milliards pour sauver le système bancaire dans l'espoir d'éviter que la problème des banques ne contamine le reste de l'économie. La stratégie proposée ici ne coûte rien au gouvernement et augmentera les revenus des taxes, et c'est le meilleur moyen systémique d'éviter de propager la pourriture, quels que soient les efforts des gouvernements pour aider les banques.

En acceptant cette monnaie en paiement partiel de taxes, le gouvernement fournit un stimulus puissant pour que les entreprises et les gens l'acceptent. Le rôle d'un gouvernement devrait être d'évaluer et de déterminer les critères de qualité et de fiabilité qui amènent la monnaie à être acceptée par le gouvernement. Il a aussi un intérêt propre à recevoir son paiement dans une monnaie

robuste. Il est évident que l'existence d'une telle monnaie facilite les échanges qui autrement n'auraient pas lieu pendant que l'argent conventionnel ou le crédit sont difficiles à obtenir. Ces échanges additionnels feront augmenter les revenus taxables des entreprises concernées, déclenchant ainsi un cercle vertueux qui contrecarrera les réductions de crédit par le système bancaire.

En acceptant une partie des paiements en monnaie autre que de l'argent conventionnel, par définition, davantage de revenus sont possibles pour les gouvernements. Ceci n'est pas de la théorie. Par exemple, pendant la crise du rouble à la fin des années 1990, le gouvernement russe a accepté le paiement de taxes d'entreprises en cuivre. Ce que nous proposons est bien moins extrême : des monnaies complémentaires sont des moyens d'échange standardisés que les gouvernements peuvent dépenser pour acheter des marchandises ou fournir des services dans les lieux et les communautés qui acceptent les monnaies complémentaires.

Bl

Bernard Lietaer (blietaer@earthlink.net), chercheur au Center for Sustainable Resources of the University of California, Berkeley. Il est l'auteur de 14 livres, écrits en cinq langues, y compris "Le Futur de l'Argent", traduit en 18 langues, et tout récemment "Les monnaies régionales – De nouvelles voies vers une prospérité durable" (avec Margrit Kennedy), aux Editions Charles Léopold Mayer. On peut trouver plus d'informations sur l'auteur et les articles techniques qui sous-tendent cet article sur www.lietaer.com

⁹ James Stodder « Reciprocal Exchange Networks: Implications for Macroeconomic Stability », Albuquerque, New Mexico. Paper presented at the International Electronic and Electrical Engineering (IEEE) Engineering Management Society (EMS) August 2000. Le document original peut être téléchargé sur www.lietaer.com